

Foxley, Alejandro éd., *Chile : Busqueda de un nuevo socialismo*, Ed. Nueva Universidad, Santiago, 1971, 266 p.

Cary Hector

Volume 4, numéro 3, 1973

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700345ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700345ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hector, C. (1973). Compte rendu de [Foxley, Alejandro éd., *Chile : Busqueda de un nuevo socialismo*, Ed. Nueva Universidad, Santiago, 1971, 266 p.] *Études internationales*, 4 (3), 384–386. <https://doi.org/10.7202/700345ar>

son expansion intérieure, de sa puissance extérieure et de l'ingratitude générale du monde entier... Ce qui était moins certain, c'est qu'à la faveur de cette crise, Washington veuille imposer au reste du monde... un véritable *new deal* qui peut se résumer ainsi : rétablissement d'un fort excédent dans la balance commerciale américaine qui permette aux États-Unis de continuer à dépenser à l'étranger en investissements, en frais de guerre et de prestige, sans compromettre l'équilibre de leur balance globale. Mais cet excédent commercial signifie déficit commercial pour les autres, récession, chômage » (p. 42 et p. 43). En somme, les jeux sont faits en faveur du plus fort.

Le deuxième chapitre, « Douce inflation », démontre qu'au fameux dilemme de Keynes, chômage ou inflation, s'est substitué le problème de la coexistence de l'inflation et du chômage. Le troisième, « La raison du plus fort », montre que le déficit de la balance des paiements des États-Unis est un peu comme le phénomène d'une banque qui n'aurait plus la confiance de ses clients ; le problème vient de ce qu'on a fait du phénomène monétaire international une extrapolation du phénomène monétaire national. Le chapitre suivant, « L'autre monnaie », poursuit l'analyse en montrant que le commerce international accroît l'interdépendance des nations et qu'il met en question l'un des attributs essentiels de la souveraineté de l'État-nation : la monnaie ; les plus riches ont surtout profité du fonds monétaire, alors qu'il devrait être adéquat au bien-être de tous les peuples.

Comme les parités fixes ne sont pas synonymes de parités stables entre les monnaies, Simonnot trouve que l'accord de Bretton Woods a engendré des effets pervers : accroissement des quantités échangées, primes aux spéculateurs et incitation du marché noir (chapitre V). Par conséquent, au sixième chapitre, l'auteur favorise un système de taux de changes flottants ; selon lui, ce régime pourrait réduire la domination des riches sur les nations pauvres. Les deux derniers chapitres, « Le prince introuvable », sont consacrés respectivement au mythe de l'or, et à l'accord de Washington de décembre 1971 qui consacre une double révolution : la prise de conscience de l'interdépendance croissante des économies du monde capitaliste et l'institution d'un régime de taux de change presque flottants.

Enfin l'épilogue pose la question de savoir combien de temps durera le sursis que se sont donné les nations les plus riches en décembre 1971, et l'auteur se demande si la crise du dollar ne dévoile pas la fragilité de l'union européenne. Les pays dominés seront-ils contraints, non plus d'accepter des dollars mais des chômeurs ?

Ce livre démasque bien certaines contradictions du système capitaliste actuel, mais on a l'impression que, pour résoudre ces contradictions, l'auteur favoriserait un système de libre échange d'avant le capitalisme d'État. Cependant la lucidité, le grand sens de l'humour et de nombreuses phrases comme celle-ci : « On peut très bien concevoir une économie sans risque, mais alors il faut le dire clairement et changer de système politique et économique » (p. 201), nous font croire que l'auteur démontre par l'absurde l'incohérence du système capitaliste.

Ce livre de Simonnot s'adresse non seulement aux experts, mais également à tous ceux qui ont une connaissance élémentaire des notions économiques et que les problèmes internationaux de cet ordre ne laissent pas indifférents.

Paul GAGNÉ

*Département de philosophie
Université du Québec à Trois-Rivières*

FOXLEY, Alejandro éd., *Chile : Busqueda de un nuevo socialismo*, Ed. Nueva Universidad, Santiago, 1971, 266p.

Cet ouvrage se situe au tout début de la réflexion qui se fera multiple et multiforme sur la voie chilienne vers le socialisme. En décembre 1970, donc deux mois après la victoire de l'Unité populaire, le CEPLAN (Centro de Estudios de Planificación Nacional) de l'Université catholique du Chili organise un séminaire interdisciplinaire sur les questions relatives au procès chilien de transformation nationale. Thème sous-jacent au séminaire : rapports entre socialisme et démocratie, entre socialisme et décentralisation.

Entre-temps, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts... de la voie chilienne, et l'on serait volontiers tenté d'en présenter un bilan plutôt que de ressasser les questions qui ont été à l'origine de débats toujours renouvelés. Mais cette voie chi-

lienne dévoile une dialectique particulière : plus les difficultés de son accomplissement s'avèrent nombreuses, plus les questions initiales se font pressantes et actuelles.

Vu sous cet angle, le présent ouvrage apparaît alors comme un premier témoignage parmi l'abondante floraison d'essais, d'analyses et de compilations qui voient le jour au Chili depuis la fin de 1970. Trois parties en forment la structure : d'abord une partie théorique générale sur le concept d'organisation économique nationale, sur les rapports entre socialisme, démocratie et décentralisation ainsi que sur l'autogestion, puis, une deuxième partie analysant les expériences socialistes de l'Europe de l'Est (notamment la Yougoslavie et la Pologne). De cette double toile de fond émerge la troisième partie consacrée au cas chilien. Pour des raisons qu'il semble superflu d'explicitier, c'est cette troisième partie qui retiendra l'attention ici.

Les six contributions qu'on y retrouve constituent la moitié de l'ouvrage. De valeur inégale et d'approche différente, elles reflètent l'idée du dialogue à plusieurs voix (professeurs d'université, fonctionnaires et hommes politiques) qui a présidé à la conception du séminaire. Deux d'entre elles nous semblent être d'un intérêt entier : celle de Alejandro Foxley R., éditeur de l'ouvrage et directeur du CEPPLAN, et celle de Jacques Chonchol, expert réputé des questions agraires et jusqu'à récemment, ministre de l'Agriculture dans le gouvernement d'Allende.

Dans un essai intitulé : « Alternatives de décentralisation dans le procès de transformation nationale », Foxley essaie de définir les variables clés du modèle chilien, à savoir le type d'organisation politique (qui sous-tend le procès de transformation), le degré de développement de l'économie et le projet ou la stratégie de développement (p. 140). Après une brève référence au modèle socialiste traditionnel et aux tentatives de décentralisation en Europe de l'Est, il signale les bases économiques de la décentralisation dans le cas chilien, puis analyse les variables énoncées plus haut. Il débouche sur un schéma d'organisation mixte : centralisation des politiques globales, participation démocratiques aux décisions macroéconomiques et gestion productive décentralisée (autogestion). Selon lui, ce schéma correspondrait le mieux au degré de développement politique et économique atteint au Chili.

D'emblée politique dans le ton et d'allure plutôt orale, la contribution de Jacques Chonchol va droit au cœur du débat : « Éléments pour une discussion sur la voie chilienne vers le socialisme ». Quelques considérations préliminaires sur le changement social, le contexte international, l'explosion démographique, etc., servent de « toile de fond, non pas lointaine, mais très réelle et présente » (p. 177) à l'analyse de la réalité actuelle du Chili. Celle-ci est ensuite abordée sous le double aspect économique et politique. Sur le plan économique : déséquilibre sectoriel, pressions inflationnistes, distribution extrêmement inégale du revenu national (au profit de la classe moyenne, i.e moins de 20% de la population), aliénation étrangère croissante (*extranjerizacion*) de l'économie, etc. Sur le plan politique : participation politique croissante de la population, notamment depuis 1938, mais en même temps « institutionnalisation des conflits sociaux » par une classe dominante apparemment flexible, perméable, adaptable. À retenir également un constat important qui, du moins à l'époque, a échappé à bien des analystes étrangers, à savoir le poids particulier de la superstructure politique chilienne. Sans un tel poids, la victoire électorale de l'Unité populaire aurait été une chose vraiment impensable (p. 183).

Quels sont les éléments de la voie chilienne vers le socialisme ? Chonchol énumère les éléments suivants : pluralisme idéologique et culturel, socialisme développementiste *desarrollista* i.e mettant l'accent sur le procès d'accumulation, planification nationale et régionale avec participation des travailleurs organisés non seulement à la fixation des objectifs et priorités mais aussi à la détermination des voies et moyen, industrialisation très sélective, agriculture spécialisée, création d'un système de propriété tridimensionnel : sociale, privée et mixte, intégration des Forces armées au procès de développement, révolution culturelle (transformation des valeurs bourgeoises). En fin d'exposé, Chonchol fait allusion à deux grands écueils : le problème de l'impérialisme et l'action de la grande bourgeoisie.

Près de trois ans plus tard, i.e en juin 1973, on peut légitimement poser la question : où en est la voie chilienne ? Des bilans sont disponibles : ils foisonnent aussi bien au Chili qu'à l'étranger. Après les marches rapides de l'année 1971, l'Unité populaire a dû ralentir le rythme

de sa progression, face aux manœuvres et contre-offensives, souvent combinées, de l'impérialisme et de la grande bourgeoisie : affaire de l'ITT, guerre économique larvée et ouverte contre le Chili (FMI, Banque mondiale), harcèlements constitutionnels de la part de l'opposition majoritaire au Parlement et au Sénat, pénurie artificielle de biens de consommation provoquée et entretenue par la bourgeoisie commerciale, grèves d'ouvriers sous obédience chrétienne-démocrate, intoxication idéologique par la presse d'opposition (majoritaire), violences sporadiques, etc.

Il est vrai que l'Unité populaire s'est jusqu'ici renforcée après chaque crise majeure, et que les élections partielles de mars 1973 lui ont conquis une majorité populaire accrue. Mais la récente contre-offensive d'hiver (juin) de l'opposition a fait émerger le spectre, jusque-là latent, de la guerre civile : pour la première fois depuis 1970, un secteur de l'Armée s'est mis en rébellion ouverte contre l'Unité populaire. Vite réprimée par les forces armées loyales au gouvernement, cette rébellion n'en reste pas moins un signal d'alarme qui indique sans doute un seuil critique dans le rapport de forces entre l'Unité populaire et l'opposition conservatrice (chrétienne-démocrate) et réactionnaire (l'extrême-droite).

L'affrontement (i.e. la guerre civile) est-il inévitable? La voie chilienne demeure-t-elle viable et praticable? À notre avis, le pari chilien est toujours ouvert : à mi-chemin de son mandat et prisonnière plus que jamais de la superstructure politique (i.e. des structures du pouvoir bourgeois), l'Unité populaire doit encore faire la preuve qu'elle peut définitivement renverser le rapport de forces en faveur du pouvoir populaire qu'elle prétend vouloir instaurer.

Note : Recension rédigée avant les événements récents.

Cary HECTOR

*Département de science politique
Université du Québec à Montréal*

GOUGH, Kathleen et SHARMA, Hari P. éditeurs, *Imperialism and Revolution in South Asia*, Monthly Review Press, New York et Londres, 1973, vii + 470p.

Voici une collection remarquable de dix-huit articles répartis en quatre parties, dont la première présente la toile de fond historique et le rôle de l'impérialisme et du capitalisme, et la deuxième analyse les racines du potentiel révolutionnaire des campagnes ; la troisième fait le bilan des mouvements révolutionnaires paysans, tandis que la quatrième étudie le cas particulier du Bangladesh.

Les auteurs utilisent un cadre de référence marxiste avec intelligence, à-propos et esprit critique, qui les distingue du simplisme doctrinaire de certains tenants de cette école de pensée. Le sous-développement n'y apparaît pas comme le produit du seul capitalisme, puisque l'impérialisme a notamment utilisé à son avantage et avec grande efficacité les pratiques d'exploitation de l'époque précoloniale. L'accent est mis sur la complicité, en quelque sorte à parts égales, des deux bourgeoisies nationale et métropolitaine, même si la première risque d'être dupe à la longue. Ainsi sont clairement soulignées les politiques du gouvernement indien en contradiction avec ses principes « socialistes », politiques qui découlent logiquement du *statu quo* des structures sociales internes mais qui enfoncent ce pays dans la dépendance externe.

Particulièrement bonnes sont les deux contributions de Hamza Alavi sur le rôle de l'État et sur le potentiel révolutionnaire des paysans. Contrairement à la doctrine marxiste classique et par delà la position particulière de Marx dans son *18 Brumaire*, il soutient qu'au Pakistan, l'oligarchie bureaucratique-militaire joue avec autonomie de manœuvre le rôle de médiatrice entre les trois classes possédantes, du fait que l'État s'approprie une fraction importante du surplus économique qui lui permet de distribuer entre quelques minorités ses faveurs ; beaucoup de bourgeoisies néocoloniales aidées par leurs gouvernements se font la concurrence pour les faveurs des hauts fonctionnaires pakistanais, sans réussir à les dominer. C'est cette relative autonomie qui permet aux gouvernements des grands pays du Tiers-monde d'associer les intérêts privés néocoloniaux à la formulation de leurs grandes orientations ; ceci explique la place privilégiée donnée aux bureaucraties comme agents de modernisation par les idéologues du développement à l'occidentale. Dans un contexte d'État-nation déjà constitué,